



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

action de la France sur l'échiquier international

Question au Gouvernement n° 1669

Texte de la question

ACTION DE LA FRANCE SUR L'ÉCHIQUIER INTERNATIONAL

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Lecoq.

M. Jean-Paul Lecoq. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

La France, avec sa place au Conseil de sécurité de l'ONU et avec son puissant réseau diplomatique, pourrait contribuer à renforcer la paix et les liens entre les peuples. Mais, au lieu de cela, l'armée française est intervenue la semaine dernière au Tchad pour des raisons parfaitement contestables, réactivant les pires moments de la Françafrique et déchirant l'hypocrite discours de Ouagadougou où Emmanuel Macron en appelait à un tournant des relations franco-africaines. En protégeant le président Idriss Déby, qu'elle a elle-même mis au pouvoir il y a près de trente ans, la France poursuit son travail colonial : point de soutien à l'opposition, point de larmes sur les horribles conditions de vie des Tchadiens ni sur les pénuries alimentaires, ni sur les atrocités du régime, ses violations des droits de l'homme. Pourquoi s'en soucier puisque le président est un ami ?

Pareil à Djibouti où la France préfère laisser les opposants se faire persécuter parce que c'est un régime qui abrite sa plus importante base militaire du continent.

Quant au Cameroun ou encore au Congo-Kinshasa, notre pays continue de reconnaître les dictateurs malgré des résultats électoraux très contestés.

Dernier exemple en date : le Venezuela, qui cherche un chemin différent, subit aujourd'hui les foudres de pays et d'entreprises opportunistes, toujours prêts à se jeter sur un gigantesque gâteau pétrolier. Ce ministère préfère écouter ceux qui mettent les peuples à genoux pour se poser ensuite en sauveur plutôt que d'écouter réellement le peuple. Sans aucune légitimité, l'Élysée a donc décidé de jeter par-dessus bord le peu d'indépendance qu'il nous restait vis-à-vis de la Maison blanche. Cela démontre qu'aucun pays n'a le droit de dévier de la tutelle néolibérale ; à l'inverse, les plus dociles restent en place éternellement. Une France aux ordres n'a pas d'avenir sur l'échiquier international.

L'heure est venue pour le président Macron d'entendre les attentes du peuple français et de s'appuyer enfin sur ses représentants pour changer la donne. Les députés communistes le demandent. Qu'attend le ministre des affaires étrangères pour agir ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

Mme Nathalie Loiseau, *ministre chargée des affaires européennes.* Monsieur le député, notre politique

étrangère est définie par la défense de nos intérêts et par la promotion de nos valeurs. (*Rires sur les bancs du groupe GDR.*) Défendre nos intérêts commence par le fait de veiller sur notre sécurité en luttant contre les djihadistes au Sahel et au Moyen-Orient.

M. Ugo Bernalicis. Et nos armes utilisées au Yémen ?

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Cette lutte, la France ne la mène pas seule car contre le terrorisme, on ne vainc jamais sans alliés. Ceux-ci ont pour nom les États-Unis, le Royaume-Uni mais aussi la Turquie ou encore le Tchad. Sachons nous en souvenir.

M. Hubert Wulfranc, M. Ugo Bernalicis et Mme Valérie Rabault . Et les Kurdes ? !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Mais défendre nos intérêts, c'est aussi promouvoir nos valeurs. C'est ce que nous faisons en préservant l'accord nucléaire avec l'Iran en dépit de l'attitude américaine, en faisant vivre l'accord de Paris sur le climat malgré le retrait des États-Unis et en dénonçant la tragédie vénézuélienne, un pays riche dont les habitants ne peuvent plus subvenir à leurs besoins les plus élémentaires,...

M. Jean-Paul Lecoq. La faute à qui ?

Mme Nathalie Loiseau, ministre. ...d'où fuient des millions de réfugiés et pour lequel l'aide humanitaire est bloquée à l'extérieur des frontières. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe FI.*)

M. Éric Straumann. Parlez-nous du modèle de Mélenchon, chers collègues !

M. André Chassaigne. Indignation à géométrie variable, madame la ministre !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Défendre nos valeurs, c'est aussi respecter l'Afrique, ses choix, ne pas décider à sa place mais se tenir à son côté. Lorsque le chef de l'État tchadien nous appelle à l'aide pour faire face à une intrusion armée depuis la Libye : oui, nous répondons présents.

Enfin, défendre nos valeurs, c'est s'exprimer sur les droits de l'homme partout où ils sont menacés, sans arrogance mais sans faiblesse.

Mme Marie-George Buffet. À Djibouti ?

Mme Nathalie Loiseau, ministre . C'est la singularité de la France et aussi sa grandeur. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM. – Exclamations sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

M. André Chassaigne. C'est lamentable !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Lecoq](#)

Circonscription : Seine-Maritime (8^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1669

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 février 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 février 2019](#)